

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 10 mai 2017

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 12 mai 2017.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 5 mai 2017.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, Mme GAUTHIER, Mme GIGNET, Mme HACQUARD-COLNOT, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme PRUNIAUX, M. TROUTIER, M. VERNEREY, M. VERNIER

Absents excusés : Mme TRUCHETET (pouvoir à Mme PRUNIAUX), Mme MOUGNARD (pouvoir à Mme BONET), Mme GAIFFE (pouvoir à Mme GIGNET), M. VALZER (pouvoir à Mme GAUTHIER), M. COUVAL (pouvoir à M. ALLAIN)

Absents :

M. HEQUETTE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Domaine des affaires générales :

- 17-37 Désignation d'un membre du Conseil Municipal, délégué au Comité de Jumelage
- 17-38 Élection d'un délégué au Sped'eau
- 17-39 Désignation d'un délégué à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Besançon (AUDAB)
- 17-40 Fixation des indemnités des élus
- 17-41 Recrutement d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)

Domaine des finances :

- 17-42 Equipement en Vidéo Projecteur Interactif (VPI) - Demande de subvention DETR et Conseil Départemental
- 17-43 stockage de matériaux sur terrain communal – fixation d'un loyer annuel

Domaine de l'urbanisme :

- 17-44 Avenant n°1 au traité pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement collectif
- 17-45 Transfert ZAE – proposition de convention

17-37 Désignation d'un membre du Conseil Municipal, délégué au Comité de Jumelage

Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Loriguet

M. le Maire, rappelle que la Ville de Thise et de Partenstein ont conclu une convention de jumelage le 16 octobre 1988.

Chargé de promouvoir les échanges entre les habitants des deux communes, le Comité de Jumelage prévoit dans ses statuts que M. le Maire est président de droit.

Considérant qu'à la suite de la démission de Monsieur Bluteau en fin d'année 2016, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau représentant au sein du comité de jumelage Thise-Partenstein.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal Les délégués sont élus par le Conseil Municipal parmi ses membres à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection à lieu à la majorité relative.

Après appel à candidature, M. Allain est élu à l'unanimité, représentant au sein du comité de jumelage Thise-Partenstein.

17-38 Élection d'un délégué au Sped'eau

Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Loriguet

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la suite de la démission de Madame Petitot, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau délégué titulaire au Sped'eau, poste qu'elle occupait lorsqu'elle était élue.

Pour rappel, les délégués suivants ont été élus lors du conseil municipal du 8 avril 2014 :

- 2 Titulaires : Marie-Pierre PETITOT et Bernard BARTHOD
- 2 Suppléants : Claude VERNEREY et Denis TROUTIER

Les délégués sont élus par le Conseil Municipal parmi ses membres à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection à lieu à la majorité relative.

Après appel à candidature, M. Masson est élu, à l'unanimité, délégué titulaire au Sped'eau.

17-39 Désignation d'un délégué à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Besançon (AUDAB)

Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Loriguet

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'à la suite de la démission de Madame Petitot, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau délégué à l'Audab, poste qu'elle occupait depuis sa désignation au conseil municipal du 8 avril 2014.

Les délégués sont élus par le Conseil Municipal parmi ses membres à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection à lieu à la majorité relative.

Après appel à candidature, M. Masson est élu, à l'unanimité, délégué à l'Audab.

17-40 Fixation des indemnités des élus

Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Loriguet

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 28 mars 2014 constatant l'élection du maire et de 5 adjoints ;

Vu les arrêtés municipaux en date du 23 mai 2016, 1^{er} juillet 2016, 22 septembre 2016 et 1^{er} janvier 2017 portant délégation de fonctions à, respectivement, Messieurs Allain et Hequette, Mme Mognard, Mme Truchetet et M. Masson ;

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour une commune de 1000 à 3499 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 43 %

Considérant que pour une commune de 1000 à 3499 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint (et d'un conseiller municipal titulaire d'une délégation de fonction) en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 16.5 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide, à l'unanimité, avec effet au 1^{er} janvier 2017 :

De fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués comme suit :

- maire : 41.5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- du 1^{er} au 5^{ème} adjoint : 14.5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Les conseillers municipaux délégués : 2.3 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

De transmettre au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération et le tableau annexé récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

17-41 Recrutement d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)

Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Loriguet

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que, pour pallier l'arrêt maladie d'un agent des services techniques depuis le 20 mars 2017, il est proposé de recourir à l'embauche d'un jeune en contrat aidé : contrat unique d'insertion (CUI), en secteur non marchand (CAE).

En effet, la charge de travail est traditionnellement lourde en cette période de l'année (prédominance des travaux d'entretiens de voirie et d'espaces verts), et ce, d'autant que le label zero phyto impose de nouvelles pratiques professionnelles.

Les caractéristiques du CAE envisagé sont les suivantes :

- La durée des conventions CAE initiales est de **12 mois**.
- Les renouvellements sont conclus pour une durée de 12 mois, sauf pour ceux dont la durée restante pour atteindre la durée maximale de 24 mois pourra être inférieure à 12 mois, sans aller en-dessous de 6 mois.
- La durée hebdomadaire de prise en charge par l'Etat est limitée à **20 heures**.
- Le taux de prise en charge de droit commun est fixé à 65 % du taux brut du salaire minimum de croissance par heure travaillée pour l'aide de l'Etat prévue par l'article L 5134-30 du code du travail

Ainsi, après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, accepte :

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion, Vu le décret n° 2010-94 du 22 janvier 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre des périodes d'immersion dans le cadre des contrats d'accompagnement dans l'emploi Vu l'Arrêté du 8 mars 2017 relatif aux embauches sous contrat unique d'insertion (CUI), en secteur non marchand (CAE) et secteur marchand (CIE) (copie de ce dernier ci-jointe)

- de recruter un jeune créer un poste d'agent dans le cadre du dispositif « Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi » ;
- d'affecter l'agent aux services techniques, pour une durée de 20 H par semaine ;
- de préciser que ce contrat sera d'une durée initiale de 1 an, renouvelable 1 fois ;
- d'indiquer que sa rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour ce recrutement.

Domaine des finances :**17-42 Equipement en Vidéo Projecteur Interactif (VPI) - Demande de subvention DETR et Conseil Départemental****Délibération validée en conseil de municipalité du 3 mai 2017****Rapporteur : Mme Truchetet et M. Allain**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans le cadre du « programme école numérique », l'équipement des classes en Vidéo Projecteur Interactif (VPI) fait l'objet d'une forte incitation financière de la part de l'Etat et du Conseil Départemental

Un devis a été sollicité auprès de l'entreprise ATE. Celui-ci s'élève à 3 613 € HT. L'école élémentaire a validé la solution technique qui est proposée.

La commune peut prétendre à une subvention DETR et une subvention complémentaire du Conseil départemental, dès lors que le projet est validé par les services départementaux de l'éducation nationale du Doubs.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et 2 abstentions, accepte de :

- Valider le projet ;
- Valider le plan de financement établi comme suit :

DETR	1 806.5 (50%)
Conseil Départemental	1 083.9 (30%)
Fonds propres	722.6 (20%)
Total HT	3 613 €

- Autoriser Monsieur le Maire à solliciter les aides correspondantes auprès de la Préfecture et du Conseil Départemental ;
- Autoriser à signer tout document se rapportant à cette affaire.

17-43 stockage de matériaux sur terrain communal – fixation d'un loyer annuel**« Principe » validé en conseil de municipalité du 3 mai 2017****Rapporteur : M. Loriguet**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que, par courrier reçu le 10 mai 2017, Monsieur le président du Comité Départemental d'Equitation expose que, dans le cadre de la foire comtoise qui a lieu chaque année à Micropolis, il est chargé d'y organiser des animations équestres. Pour ce faire, il met en place chaque année une carrière de sable. Il souhaite pouvoir stocker ce sable sur une parcelle communale située au lieu-dit « Les Vaux », afin de le réutiliser chaque année. Cela représenterait environ 75 m³, soit le contenu de 5 semi-remorques.

Il propose un loyer de 50 € par mois soit un loyer annuel de 600 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 18 voix pour et 2 abstentions, accepte :

- La requête du président du Comité Départemental d'Equitation ;
- D'instaurer un loyer de 50 € par mois ;
- De préciser qu'il décline toute responsabilité en cas de dégradation, perte, vol des matériaux entreposés ;
- D'autoriser M. le Maire à signer tout document afférent.

Domaine de l'urbanisme :

17-44 Avenant n°1 au traité pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement collectif

Principe validé en conseil de municipalité du 3 mai 2017

Rapporteur : M. Masson

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Thise a confié à Veolia eau - Compagnie Générale des Eaux, la gestion de son service d'assainissement collectif par un contrat d'affermage visé en préfecture de Besançon le 30 octobre 2009.

La Commune de Thise est actuellement engagée dans une réflexion pour transférer sa compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon dans le cadre de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015.

En effet, celle-ci prévoit, en particulier, l'obligation pour les communes exerçant leur compétence en matière d'assainissement de transférer celle-ci aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dont elles sont membres au plus tard au 1er janvier 2020.

A ce jour, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon n'exerce pas la compétence assainissement sur la totalité de son périmètre. Elle a cependant décidé de reprendre cette compétence pour le périmètre des EPCI qui en disposaient. Le transfert sur l'ensemble du périmètre sera effectif au plus tard le 1er janvier 2020 et nécessitera la mise en œuvre d'un plan d'action, d'un calendrier de transfert et du choix du mode de gestion.

Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, et notamment du fait que le contrat d'affermage prend fin le 30 septembre 2017, la collectivité a alors recherché une solution permettant à la fois :

- d'assurer la continuité de son service public d'assainissement sans engager la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon ni sur le niveau de service rendu, ni sur le choix du mode de gestion ;
- et de permettre à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon de disposer du temps nécessaire à la prise en charge du service sur la totalité de son périmètre.

Ainsi, sur le fondement du 5° de l'article 36 du décret n° 2016 – 86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, une négociation s'est engagée avec le fermier, afin de prolonger le contrat pour une durée de 2 ans et 3 mois, portant la date d'échéance au 31 décembre 2019.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte :

- De valider cette proposition de prolongation ;
- D'autoriser le maire à signer tout document afférent.

17-45 Transfert ZAE – proposition de convention**I. Mise à disposition de voirie**

La Loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 donne aux communautés d'agglomération, en lieu et place des communes membres, la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

A ce titre, au 1^{er} janvier 2017, la zone d'activité de « zone d'activité BTC » est transférée de plein droit à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.

La CAGB est donc gestionnaire des zones d'activité et doit assurer à ce titre l'ensemble des missions d'entretien et de conservation, sauf en ce qui concerne les prérogatives liées au pouvoir de police administrative générale ou spéciale qui continue de relever du Maire.

Pour cela, il est nécessaire de mettre à disposition les voiries de la « zone d'activité BTC » pour permettre au Grand Besançon de contracter sur ces voiries, et de bénéficier de l'éligibilité au fonds de compensation de la TVA (FCTVA) lorsqu'elle effectuera des travaux (hors entretien) sur les voiries de la zone d'activité.

2. Prestation d'entretien de voirie

D'autre part, l'article L.5216-7-1 du CGCT laisse la possibilité à la communauté d'agglomération, de confier à une commune membre la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

En raison de l'imbrication des voies concernées avec celles de la Commune, le Grand Besançon a proposé aux communes qui le souhaitent de continuer à entretenir la « zone d'activité BTC » comme elles le faisaient au préalable, afin d'assurer une meilleure cohérence dans le service à l'utilisateur.

Les prestations confiées par la CAGB à la Commune à partir du 1er janvier 2017 sont :

- ☒ La voirie
- ☒ La propreté
- ☒ Les dépendances vertes
- ☒ L'alimentation électrique de l'éclairage public à partir de ses armoires

Ces prestations étaient déjà effectuées par la Commune jusqu'au 31/12/2016, elles ne nécessitent donc pas de moyens supplémentaires pour la Commune.

Les coûts des prestations de service versés par le Grand Besançon à la Commune est le même que celui qui sera prélevé sur l'Attribution de Compensation de la Commune (AC) pour les prestations concernées dans le cadre du transfert des voiries pour la « zone d'activité BTC ».

Seuls les prélèvements concernant le renouvellement de voirie (investissement) et les prestations non confiées à la Commune resteront non compensés.

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à 19 voix pour et une abstention, le Conseil Municipal :

- **Approuve le projet de nouvelle convention de mise à disposition de voirie et de prestations d'entretien, entre la CAGB et la commune,**
- **Autorise monsieur le Maire à signer ladite convention et ses éventuels avenants et s'engage à inscrire les crédits nécessaires au budget communal.**

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n°17-37	Désignation d'un membre du Conseil Municipal, délégué au Comité de Jumelage M. Allain est élu à l'unanimité
♦ Délibération	n°17-38	Élection d'un délégué au Sped'eau M. Masson est élu à l'unanimité
♦ Délibération	n°17-39	Désignation d'un délégué à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Besançon (AUDAB) M. Masson est élu à l'unanimité
♦ Délibération	n°17-40	Fixation des indemnités des élus A l'unanimité, pas de modification des indemnités
♦ Délibération	n°17-41	Recrutement d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) Unanimité
♦ Délibération	n°17-42	Équipement en Vidéo Projecteur Interactif (VPI) - Demande de subvention DETR et Conseil Départemental 18 voix pour et 2 abstentions
♦ Délibération	n°17-43	Stockage de matériaux sur terrain communal – fixation d'un loyer annuel 18 voix pour et 2 abstentions
♦ Délibération	n°17-44	Avenant n°1 au traité pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement collectif Unanimité
♦ Délibération	n°17-45	Transfert ZAE – proposition de convention 19 voix pour et une abstention

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	XXXXXXXXXX
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET		Sophie HACQUARD-COLNOT	
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO		Martine MOUGNARD	XXXXXXXXXX
Fabienne PRUNIAUX		Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET	XXXXXXXXXX	Claude VALZER	XXXXXXXXXX
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	